

L'HUMANITÉ



rouge

*Prolétaires de tous les Pays, Nations et Peuples opprimés,
UNISSEZ-VOUS !*

2F Adresse : L'HUMANITE ROUGE
B.P. 365
75064 PARIS CEDEX 02

JOURNAL COMMUNISTE
POUR L'APPLICATION EN FRANCE DU MARXISME-LÉNINISME
ET DE LA PENSÉE-MAOTSETOUNG

5^e ANNEE N° 197
JEUDI 20 SEPT. 1973

Un coup d'état préparé par la C.I.A.

Halte à la terreur fasciste !



SOUTIEN AU PEUPLE CHILIEN

La détente : un phénomène superficiel

(extrait de l'allocution
du premier ministre Chou En-laï
recevant Pompidou)

... Les peuples chinois et français sont depuis toujours liés d'amitié. Il y a déjà plusieurs siècles qu'ils ont amorcé des échanges d'une certaine envergure sur les plans culturel et commercial. Les succès remarquables obtenus par le peuple français dans les domaines de la science, de la culture et de l'art ont apporté une contribution favorable à l'humanité. Le peuple chinois éprouve une vive admiration pour le noble esprit révolutionnaire dont a fait preuve le peuple français dans l'histoire moderne. Les révolutionnaires chinois ont puisé beaucoup de choses utiles dans les expériences et les leçons qui ont été dégagées de l'histoire de la France...

... Les systèmes sociaux de la Chine et de la France sont différents, mais nous sommes tous désireux de développer les relations entre les deux pays sur la base des cinq principes, à savoir : respect mutuel de la souveraineté et de l'intégrité territoriale, non-agression mutuelle, non-ingérence mutuelle dans les affaires intérieures, égalité et avantages réciproques, et coexistence pacifique. C'est pour cette raison que nous pouvons être des amis. Il existe encore entre nous un autre point commun important, c'est que nous sommes tous attachés à notre indépendance et à notre souveraineté, que nous ne permettons, ni l'un ni l'autre, à une superpuissance quelconque de nous soumettre à la mainmise, à l'intervention ou à l'agression, et que nous nous opposons à ce qu'une ou deux superpuissances monopolisent les affaires du monde. Monsieur le Président, vous avez déclaré : « Nous sommes décidés à faire respecter notre indépendance », et vous avez également mentionné la nécessité de disposer des moyens économiques, politiques et militaires indépendants. Nous comprenons et respectons ces sentiments qui sont les vôtres. A notre avis, tous les pays victimes de l'agression et sujets à la menace ont le droit de posséder leur propre force de défense pour maintenir leur indépendance.

L'expérience historique a maintes fois prouvé qu'un engagement fictif ne saurait amener une paix réelle. Or, il est en ce monde un petit nombre d'individus qui se complaisent de tout temps à porter atteinte à l'indépendance d'autrui. Bien qu'ils vivent dans

les années 70 du XX^e siècle, ils caressent les rêves des empereurs féodaux du XVIII^e siècle. « Le monde, c'est nous », telle est leur doctrine ou devise. Leur politique consiste à tenir d'une main des armes nucléaires et, de l'autre, des déclarations et traités dits de paix et de sécurité, dans le dessein de se livrer à l'imposture et d'imposer leur volonté à autrui. Ils font tort à quiconque refuse de leur obéir, et s'infiltrèrent partout où ils le peuvent. Voilà la cause première de la tension internationale. A l'heure actuelle, ce qui caractérise la situation internationale, ce n'est pas une tranquillité universelle, mais de grands bouleversements de par le monde. Le danger de la guerre demeure, et la détente n'est qu'un phénomène superficiel, il nous faut donc faire tous les préparatifs pour résister à une guerre d'agression.

L'époque va de l'avant, et le monde est en mutation, de plus en plus nombreux sont ceux qui ont pris conscience. Il est hors de doute que l'hégémonisme et la politique du plus fort seront relégués tôt ou tard dans le musée de l'histoire par les peuples du monde. Le gouvernement chinois estime depuis toujours qu'aucun pays n'a le droit de soumettre un autre pays à l'agression, à la subversion, à la mainmise, à l'intervention et aux vexations. Nous soutenons toutes les justes luttes menées par les peuples des divers pays. Nous appuyons aussi les peuples européens qui s'unissent pour préserver leur souveraineté et leur indépendance. Et nous sommes en faveur de ce point de vue : la cause de l'unité européenne, si elle est menée à bien, contribuera à l'amélioration de la situation en Europe et dans le monde entier.

La Chine est un pays qui a connu de rudes épreuves dans le passé. Notre principe est de « creuser de profonds souterrains, constituer partout des réserves de céréales et ne jamais prétendre à l'hégémonie ». Creuser des souterrains, c'est pour nous défendre, constituer des réserves de céréales, c'est pour nous préparer en prévisions d'une guerre et de calamités naturelles. Nous ne recherchons jamais l'hégémonie. Sur le plan économique, nous sommes un pays socialiste en voie de développement, et nous devons encore dé-

Éditorial

SOUTIEN AU PEUPLE CHILIEN !

Au Chili la terreur fasciste se déchaîne. Arrestations, exécutions sommaires se multiplient. 5 000 morts, 10 000, 20 000 ? Comment savoir ? Une chose est sûre : contre les paysans sans terre et les ouvriers retranchés dans les usines et les cordons ouvriers de Santiago, de Concepcion et d'ailleurs, l'armée réputée « neutre », « loyaliste » et « l'une des plus démocratiques au monde », utilise le mortier et les bombes pour imposer la loi du plus fort, celle de ses maîtres américains et compradores.

Victime de l'impérialisme et de la réaction, le sang du peuple coule une fois de plus, une fois de trop.

Le Président Allende qui aimait à répéter « Je crois au vote, pas au fusil » a payé courageusement de sa vie cette tragique illusion !

Au Chili comme auparavant en Grèce, au Brésil, en Indonésie, la preuve est faite encore une fois que « le pouvoir est au bout du fusil ». Et ce sont les agents de la C.I.A., les grands propriétaires fonciers, qui nous administrent cette preuve : le pouvoir est entre leurs mains qui tiennent les armes impitoyablement dirigées contre le peuple.

Les impérialistes et les réactionnaires nous rappellent ainsi durement que quand on touche à leur intérêts vitaux, ils ne connaissent plus qu'un langage : celui de la violence réactionnaire. Les masques tombent et le fascisme s'installe au grand jour, si le peuple n'est pas vigilant.

Au Chili ils n'ont pas cessé d'œuvrer dans l'ombre pour réduire la volonté du peuple d'en finir avec eux. Les complots de la toute puissante I.T.T., de Ford, de la Kennecott Cie se tramaient sans arrêt pour refuser au peuple chilien le droit de récupérer la terre, le cuivre, sa dignité et ses richesses nationales.

Ce peuple qui relevait la tête en réclamant le droit de vivre et d'exister par lui-même et pour lui-même avait raison. Mais le bon droit ne suffit pas. Il faut les moyens de l'imposer à ceux à qui il est intolérable, à la minorité d'exploiteurs qui profite de la sueur, du sang, de la misère du plus grand nombre. Il faut les armes.

Cela le peuple chilien le redécouvre dans l'épreuve. Nul doute qu'il saura tirer les leçons de cette sanglante expérience. Nous en sommes assurés : tôt ou tard il saura vaincre par la résistance armée qui seule peut triompher de l'impérialisme, du fascisme et de la réaction. Dans ces heures sombres, notre solidarité à son combat lui est entièrement acquise.

Vaincu aujourd'hui, le peuple chilien sera vainqueur demain. Inéluctablement, car les victoires naissent des échecs surmontés. Le courant de l'indépendance et de la réaction ne peut être arrêté indéfiniment.

Mais que dire de ceux qui n'ont cessé et ne cessent de tromper notre peuple, de lui mentir sur les conditions de sa véritable libération ? des dirigeants du P«C»F et de leur prétendue « Voie de passage pacifique au socialisme » ? Les larmes qu'ils versent sur le sort du peuple chilien sont inutiles et dangereuses. Elles ne les empêchent pas de continuer à répandre parmi les travailleurs les illusions réformistes et légalistes dont ils se sont fait les honteux champions.

De cela, notre peuple saura leur demander des comptes.

ployer des efforts ardu pendant de longues années pour mener à bonne fin l'édification socialiste en Chine. Notre politique repose sur ses propres forces. En même temps, nous sommes désireux de développer les relations normales avec tous les pays conformément au principe de l'égalité, mais

en aucun cas, nous ne plierons ni ne céderons à la menace de la force. Nous voulons nous unir avec tous les pays qui s'opposent à l'agression, à la subversion, à l'intervention, à la mainmise et aux vexations, et œuvrer en commun pour améliorer la situation internationale...

ABONNEZ-VOUS AUX PÉRIODIQUES CHINOIS

PEKIN INFORMATION (hebdomadaire)

le numéro : 0,70 F - 1 an : 21 F - 2 ans : 31,50 F

LA CHINE (mensuelle)

le numéro : 1,70 F - 1 an : 17 F - 2 ans : 25,50 F

LA CHINE EN CONSTRUCTION (mensuelle)

le numéro : 1,40 F - 1 an : 14 F - 2 ans : 21 F

LITTÉRATURE CHINOISE (trimestrielle)

le numéro : 1,70 F - 1 an : 6,80 F - 2 ans : 10,20 F

ADRESSEZ VOS ABONNEMENTS A

E-100 DISTRIBUTEUR
DE GUOZI SHUDIAN

Editions-diffusion du Centenaire, B.P. 120
75962 Paris Cedex 20

Alpes-Maritimes

Contre le racisme, grève des travailleurs immigrés

Lundi 10 septembre, les travailleurs immigrés de Nice, Cagnes, Cannes et de bien d'autres endroits des Alpes-Maritimes ont fait grève.

50 à 60 % de ces travailleurs ont suivi le mot d'ordre de grève pour protester contre le développement scandaleux du racisme sur la Côte.

Des travailleurs français ont débrayé par solidarité à Menton et dans d'autres entreprises.

A Cagnes-sur-Mer, six travailleurs ont été envoyés à l'hôpital, victimes d'agressions organisées par les fascistes de l'« Ordre nouveau » soi-disant dissous et interdit.

Au bidonville de St-Augustin à Nice, les discussions allaient bon train : c'était la première fois que les travailleurs nord-africains organisaient une telle lutte. Il fallait envoyer des équipes pour faire débrayer le maximum de chantiers. Mais le plus dur fut de faire cesser le travail dans l'entreprise Catamagna : là, le patron a les ouvriers sous la main. Il y a eu des blessés à la suite d'un affrontement.

Mais dans ce bidonville, si l'on discutait de la régularisation des papiers, des conditions décentes de logement, du travail, on discutait aussi de l'organisation de la grève et surtout de l'avenir, des risques de licenciement.

« Ce qu'il faudrait, ce serait une grève dure de quinze jours, mais pour cela il faudrait que nous soyons main dans la main avec tous les Français, parce que si on lutte contre le racisme, on lutte aussi contre les patrons, et on a les mêmes patrons que les Français », disait un travailleur algérien.

Un tract signé par plusieurs organisations informait les travailleurs français en les appelant à manifester leur solidarité.

Dans l'après-midi, un gars de la C.G.T., non signataire de ce tract, de même que le P.C.F. d'ailleurs, venait faire sa visite habituelle : « Tous les jours il est là, celui-là mais ce matin on ne l'a pas vu venir soutenir cette grève, ni même appeler les travailleurs français à la grève alors que même Radio-Alger a soutenu notre grève ainsi que les consulats de Nice. Qu'est-ce qu'il vient faire ici ? », me raconte un camarade algérien.

Il vient apporter son venin, dans un tract qu'il n'osera cependant pas diffuser dans le bidonville, et pour cause. Apparemment, c'est un tract qui dit « oui » et « non » en même temps, mais qui dit « non » en définitive.

L'Union départementale des Syndicats confédérés des A.M. commence par dire que c'est la droite réactionnaire qui manipulerait certains groupuscules « gauchistes », lesquels auraient déclenché cette grève. Cela est faux et archi-faux : les seuls « gauchistes » dont on peut parler sont ceux qui ont appelés les travailleurs français à soutenir cette grève, le mouvement étant commencé et dirigé par des immigrés.

Mais n'est-il pas surprenant de voir que ce type d'accusation se trouve sanctionné par un tract daté du 51 Ces contre-révolutionnaires ont la vue bien longue !

Mais une fois de plus la C.G.T. s'est cassée les dents : le Programme commun de la gauche, cela fait rire les immigrés, mais ces travailleurs ne riaient plus lorsqu'il purent lire « ... Ce n'est qu'ainsi (avec le Programme commun) et non pas avec le racisme et la violence que seront valablement défendus les intérêts de tous les travailleurs... »



Au printemps dernier, l'action résolue des travailleurs immigrés, déclenchant dans toute la France de combatives grèves de la faim, avait suscité un vaste mouvement de solidarité.

Travailleurs français et immigrés développaient la conscience de leurs intérêts communs, forgeaient leur unité de classe.

Avec la circulaire Gorse, le pouvoir avait dû consentir à un léger recul, accordant à tous les immigrés un délai exceptionnel de trois mois pour « régulariser leur situation ».

Ce délai expire le 30 septembre. A partir de cette date, la circulaire scélérate doit être intégralement appliquée à tous.

Ce n'est pas par hasard si au même moment, à travers toute la France, on voit se multiplier les agressions racistes qui tentent de semer le poison de la division, de justifier les expulsions arbitraires et un contrôle renforcé des travailleurs immigrés.

Mobilisons-nous et soyons vigilants pour interdire l'application de la circulaire scélérate, imposer son abrogation, refuser toute expulsion.

Bagnolet

Échec

aux marchands de sommeil

En décembre 1972, la grève démarrait pour protester contre une nouvelle augmentation, portant le loyer de 70,50 F à 76,50 F, décidée par la Direction de l'Association des Foyers de la Région Parisienne.

Les Travailleurs africains du foyer décidaient alors de ne plus payer de loyer tant que les travaux plusieurs fois promis par la direction ne seraient pas effectués. La Justice bourgeoise, saisie par la Direction, ordonnait l'expulsion des locataires dans les 24 heures, les déclarant « occupants sans droit ni titre ».

Les locataires du foyer comprirent tous, dès lors, qu'ils ne pouvaient compter que sur eux-mêmes pour défendre leurs intérêts. Unis et déterminés, ils sont passés à l'action pour faire connaître leur lutte et gagner le soutien de tous.

Des Assemblées Générales régulières ont examiné chaque problème nouveau qui se posait et organisé la riposte.

En juillet et en août, un patient travail d'information et de mobilisation s'est développé dans les autres foyers de la Région, qui connaissent des conditions d'hébergement semblables. Pendant la même période, les rangs du Comité de soutien n'ont cessé de s'élargir.

Inquiète de l'ampleur que prenait la lutte, la Direction a cherché à temporiser : elle acceptait d'effectuer certains travaux mais à condition de recevoir le paiement intégral des arriérés de loyer. Quand au renvoi du gérant raciste, réclamé par les travailleurs, il n'en était pas question.

A tous les faux arguments qu'elle invoque, les travailleurs répondent :

« Si les travailleurs se sont mis en grève des loyers, c'est parce qu'ils refusaient toute augmentation de loyer tant que les travaux, qu'ils réclamaient et qu'on leur promettait de faire à chaque augmentation depuis 3 ans, n'étaient pas faits. Pas un sou de plus, pour vivre dans de telles conditions, voilà quelle est la position des travailleurs.

Quant à la progression du coût de la vie, c'est le gouvernement et les patrons qui les imposent, et les travailleurs la subissent beaucoup plus lourdement que les propriétaires.

Pour nous encore, si l'on prend en considération le souci de l'Association d'éviter les grèves des loyers, il existe un moyen simple : c'est de satisfaire immédiatement et sans conditions les justes revendications qu'avancent les locataires dans tous les foyers.

La grève des loyers entraîne une perte d'argent pour l'Association, c'est tout à fait normal, puisque c'est elle qui prend la responsabilité de la faire durer en ne satisfaisant pas les revendications des travailleurs.

Au contraire de ce que dit l'Association, les sociétés qui gèrent des foyers doivent savoir que, si elles prennent la responsabilité de faire durer une grève des loyers, elles perdront autant d'argent que la grève durera. Et la lutte de Bagnolet doit s'inscrire dans la longue liste des grèves des loyers qui ont triomphé, sans que les travailleurs paient leurs arriérés. »



Minute de silence à la Mosquée de Paris en mémoire des victimes du racisme.

A propos du discours de Séguy

LES PAROLES CHANGENT... MAIS LES ACTES?

Alors que la classe ouvrière poursuit son combat de classe contre les exploités, met en échec la ligne de collaboration de classes pratiquée par les directions syndicales révisionniste et réformiste, la bourgeoisie monopoliste fait donner ses vedettes à grand renfort de publicité.

La détermination des travailleurs en lutte a contraint le patron des patrons, François Ceyrac, à avancer la réunion du conseil exécutif du C.N.P.F., — prévue le 11 septembre —, au 30 août. A cette réunion, après avoir condamné, les actions des travailleurs qui ne respectent pas la légalité bourgeoise, Ceyrac est amené à se poser des questions sur les accords conclus avec les directions des syndicats révisionniste et réformiste. Les travailleurs que l'on a tenté de mystifier par différents accords comme l'accord national interprofessionnel du 10 février 1969 sur la sécurité de l'emploi (1), ne respectent nullement ces derniers. Ils admettent de moins en moins d'être bernés par un soi-disant reclassement illusoire et s'opposent maintenant avec détermination de classe, avec des formes de lutte qu'ils décident en Assemblée générale, aux licenciements collectifs, à la fermeture d'entreprise, au chômage.

Le patronat qui croyait avoir résolu, avec les directions syndicales révisionniste et réformiste, la mobilité de l'emploi en est pour ses frais. La classe ouvrière inflige par ses luttes un sérieux camouflet au patronat et à ses valets.

Cela inquiète le capital qui ouvre les colonnes de sa presse aux soi-disant « représentants » de la classe ouvrière pour rassurer la bourgeoisie réactionnaire et montrer ainsi que les « chefs » de file révisionnistes, eux, restent dans la légalité. Ainsi Henri Krasucki passe en exclusivité dans le journal réactionnaire « Le Figaro » pour réaffirmer que la ligne de collaboration de classes est bien la ligne définie et suivie par l'état-major de la C.G.T.

Dans le numéro du 21 août 1973, il essaie de rassurer la classe bourgeoise, au nom de la direction confédérale de la C.G.T. Quelques extraits suffisent pour montrer que rien n'a changé dans la ligne stratégique de l'état-major C.G.T. : « La négociation de préférence ; l'action si la négociation ne le permet pas » ; « Le contrat n'est pas la révolution ! » ; « Les réformes sont nécessaires » ;

« Nous ne signons, sauf accident que des accords jugés bons par les travailleurs » ; « La garantie contre la hausse des prix pourrait faire l'objet d'un accord avec le C.N.P.F. »

Les travailleurs apprécieront à leur juste valeur de classe ces quelques extraits ! Après avoir sablé le champagne, c'est la presse réactionnaire que l'on sert.



Séguy, Ceyrac...

Et puis comme tous les ans au mois de septembre, la « vedette », le révisionniste Georges Séguy vient confirmer sa ligne de collaboration de classes devant l'Assemblée des militants de la Région parisienne tenue cette année au Palais des Sports de Paris le 6 septembre.

Nous n'avons pas l'intention de revenir sur tous les points abordés dans ce discours imprégné d'un verbe démagogique pour tenter de tromper les militants de base, les travailleurs en lutte. Sachez que pour lui la solution demeure la solution révisionniste : le Programme commun, le programme capitaliste.

Mais depuis déjà plusieurs années les travailleurs mènent des luttes en comptant essentiellement sur leurs propres forces, classe contre classe, et Séguy est amené tactiquement à déclarer : « Les grèves qui se multiplient, quels que soient leurs motifs, leurs formes, leur durée et les conditions particulières de leur déroulement traduisent toutes, au fond, cette volonté de changement, (allusion au Programme commun !), de mêmes qu'elles expriment un grand attachement des travailleurs à l'unité ! » (Ce dernier point étant parfaitement juste.) Un peu plus loin il reconnaît que toutes ces luttes échappent au révisionnisme et tente de jouer les récupérateurs : « sur le front syndical où nous combattons, nous devons être, partout, à l'initiative de l'action, à la tête des luttes des travailleurs. » C'est un aveu de taille. Les travailleurs de Penarroya, du Joint Français, les aiguilleurs du ciel, les 400 O.S. de Renault, les O.S. de Peugeot à Saint-Etienne, de Lip à Besançon, de Péchiney à Noguères, les ouvrières de l'usine de confection Robin à Lorient, de la bonneterie Duceux à Saint-Dié, etc., n'ont pas attendu « l'initiative » révisionniste en forme de négociations sans lutte. Heureusement pour eux ! Puis trois points sont développés pour expliquer ce mouvement de récupération. Nous nous permettons de les publier intégralement :

« Y être avec l'esprit de responsabilité, vigilants envers toutes les manœuvres de division, de diversion ou de provocation mais aussi audacieux, respectueux des règles de la démocratie syndicale sans lesquelles il ne peut y avoir de réelle démocratie ouvrière. »

Mais qui a cherché à diviser les travailleurs, à Lip, si ce n'est l'U.D.-C.G.T. et la Fédération C.G.T. des métaux, refusant toute représentativité au Comité d'Action que se sont

donné une partie importante des travailleurs ?

Dans l'article du « Peuple » tirant les enseignements de l'affaire Lip, le secrétaire de cette fédération réussit l'exploit de ne même pas le mentionner.

Il cite par contre, abondamment, « l'unité » réalisée avec F.O. et la C.G.C. Sont-ils donc plus représentatifs des ouvriers que leur comité d'action ou les assemblées générales qui sont également passées sous silence ?

« A l'initiative, mais attentifs à tout ce qui se passe parmi les travailleurs, prêts à répondre à toutes les questions qu'ils se posent, à les éclairer sur tous les problèmes afin d'obtenir leur adhésion aux objectifs revendicatifs et leur participation consciente à l'action. »

Pas un mot sur la nécessité d'être à l'écoute des travailleurs, de sans cesse apprendre auprès d'eux pour mieux les servir.

Si ce n'est pas les travailleurs — simplement sommés d'y adhérer — qui donc fixe alors ces « objectifs revendicatifs » ?

« A la tête des luttes, avec le souci de créer de meilleures conditions pour que puisse s'exprimer et se concrétiser, partout, l'initiative créatrice des masses, se multiplier les formes d'actions les plus efficaces, les mieux adaptées à chaque situation, sans crainte des formes nouvelles et, dans ce domaine, il va de soi qu'il ne saurait y avoir de recettes formellement utilisables dans tous les cas. »

Voilà un langage nouveau qui ne manquera pas d'être surprenant pour les travailleurs immigrés de Thionville, dont les luttes courageuses avaient été désavouées publiquement par le même Séguy qui les taxait alors « d'aventuristes irresponsables ».

La lutte des travailleurs de Lip a même reçu un coup de chapeau destiné à faire oublier les « gaffes » qui ont salué le début de leur action.

Mais qu'a donc fait l'état-major de la C.G.T. pour qu'une solidarité active se manifeste dans les usines, les lieux de travail, pour soutenir réellement, concrètement la lutte des travailleurs de Lip ?

Le soutien effectif des masses existe, alors pourquoi l'état-major

C.G.T. n'a-t-il pas lancé un mot d'ordre d'arrêt général du travail ?

Lorsque les forces de répression de l'Etat bourgeois ont investi l'usine Lip, lorsque les flics font la chasse aux « Lip », matraquent, torturent des ouvriers, c'est la solidarité active, c'est l'arrêt de travail qui s'impose. Pas réaliste ?

Cela se faisait pourtant autour des années 1950, arrêt de travail général par corporation ou national. « Ce sont par exemple, les grèves des mineurs de novembre-décembre 1948, la grève de vingt-quatre heures des fonctionnaires en juin 1949, la grève de vingt-quatre heures de toutes les corporations le 25 novembre 1949, des grèves du métro-bus en 1949, 1951 et en 1953, les grandes grèves d'août 1953 où 4 millions de travailleurs participèrent à la lutte, la grève de vingt-quatre heures du 28 avril 1954 avec 2 millions et demi de grévistes » (2).

Ainsi au fond la ligne stratégique de la direction confédérale C.G.T. n'a en rien changé, sinon que tactiquement, devant les luttes de la classe ouvrière, menée classe contre classe, elle tente la récupération.

Le révisionniste Séguy montre le bout de l'oreille. Sa petite phrase annuelle : « Il n'est pas exclu que le développement des luttes ouvrières crée une situation propice aux changements politiques pour lesquels nous combattons et que sans attendre une échéance électorale décisive, une volonté majoritaire de notre peuple porte légalement la gauche au pouvoir ». Cela c'est pour la galerie bourgeoise, pour tenter d'effacer les véritables luttes de classe, au profit des illusions électoralistes. Les travailleurs n'ont pas la mémoire courte et se souviennent très bien de la trahison de mai-juin 1968 où pour un bulletin de vote les révisionnistes bradèrent le mouvement des masses. On ne refait pas deux fois le même coup.

Luc DACIER.

(1) Nos lecteurs peuvent se reporter à « Proletariat », n° 2, qui a publié un article intitulé « Où conduisent les accords d'entreprises ».

(2) Extrait de la deuxième édition 1958, « Esquisse d'une histoire de la C.G.T. », par Jean Bruhat et Marc Piolat (p. 225).



GRENNELLE (JUIN 68)... ON NE REFAIT PAS DEUX FOIS LE MEME COUP.

COMMANDEZ :

**QUE SIGNIFIE
CLASSE CONTRE
CLASSE ?**

brochure
éditée par
l'Humanité rouge

PRIX : 0.50 F

LIP DÉTEINT

Cerizay les chemisiers « Pil »

Les 95 ouvrières de l'entreprise COUSSEAU sont en grève « active » depuis 3 semaines. Elles exigent la réintégration de leur déléguée syndicale, arbitrairement licenciée.

Voilà déjà un bout de temps que la lutte se développait dans l'entreprise pour l'amélioration des salaires (la

place chez un paysan. Le soir les premiers chemisiers sortaient.

Puis il y a eu le meeting à Cerizay avec les gars de chez Lip. 1 500 personnes y assistaient... »

Dans l'atelier « sauvage » une petite poupée de chiffons se balance au bout d'un fil, dérisoire. Elle symbolise le chef du personnel qui n'a pas droit de cité ici.

Et les découvertes abondent. Ensem-



plupart des ouvrières gagnent encore moins de 1 000 F), contre les cadences devenues proprement infernales.

Dès l'annonce du licenciement, la grève a démarré. Les ouvrières ont alors décidé de fabriquer elles-mêmes des chemisiers et de les vendre.

« Il fallait trouver quelque chose pour pouvoir s'exprimer, pour survivre pendant la grève. A ce moment-là on a appris ce qui se passait chez LIP. Nous on a des machines à coudre, pourquoi on ne ferait pas des chemisiers ?... Les paysans travailleurs nous ont aidées, on a mis les machines en

ble elles expriment leur force. Au retour dans l'usine, le patron n'aura qu'à bien se tenir ! et aussi :

« On se rend bien compte, d'après le travail qu'on fait, des marges bénéficiaires que les patrons peuvent tirer. Chez Cousseau, on travaille pour Cacharel ou Pierbè, les chemisiers se vendent de 100 à 150 F dans le commerce. Nous, on échange nos chemisiers PIL contre 40 F pour soutenir notre lutte !

Parmi les premiers clients : les « Lip » qui en ont commandé 500.

SAINT-DIE (Vosges) Vigilance et action

Encore une entreprise mise en liquidation, les 250 ouvriers des établissements Ducreux ont débrayé le 3 septembre pour exiger le paiement du solde de leurs salaires de juillet et août.

Menée dans l'unité, l'action permit la victoire sur ce point.

Le lendemain, une assemblée générale des travailleurs de l'usine de bonnetterie se tenait afin d'examiner collectivement la situation. Les travailleurs unanimes ont décidé d'occuper l'usine et de reprendre la production à leur propre compte.

Etant toujours payés par le syndicat, ils n'écourent pas encore la production, mais se déclarent prêts à le faire au cas où ils ne toucheraient plus leur salaire.

KELTON L'heure est à la lutte

2 000 ouvriers en grève à l'usine d'horlogerie de Kelton contre les bas salaires : 900 à 950 F primes comprises pour 42 heures par semaine.

Les travailleurs — parmi lesquels une très grande majorité de femmes — ont commencé par visiter tous ensemble la totalité de l'usine dont chacun ne connaissait que quelques ateliers.

Puis une manifestation s'est déroulée dans la zone industrielle pour faire connaître à tous les revendications adoptées :

- SMIC pour les O.S. + 0,30 F de l'heure.
- 0,50 F pour les autres travailleurs.
- Abolition de l'abattement d'âge.

A la Courneuve, l'heure n'était pas celle de Lip

Imaginez un immense stand de la Fédération du Doubs frappé d'un impressionnant sigle Lip ; imaginez à ce même stand une vente de montres ; que pensez-vous ? sans doute la même chose que moi : « C'est les gars de Lip qui vendent leurs montres. »

Vous croyez alors que c'est un geste de solidarité que d'en acheter une, et, en cela, vous êtes à l'unisson avec la foule qui se presse tout alentour.

Vous faites la queue et lorsque vous parvenez près des bancs d'exposition, votre premier étonnement est de constater que les montres vendues ne sont pas des « Lip ». Mais l'on vous rassure, il n'y a plus de montres Lip, ce sont des sous-marques. Vous insistez un peu : c'est bien au bénéfice des « Lip » que ces montres sont vendues ?

Mais oui, bien sûr !

Alors vous en achetez une.

Cependant un moment plus tard parce qu'une certaine réticence dans la réponse à vos questions, un sourire un peu gêné vous ont mis la puce à l'oreille, vous revenez à la charge, vos questions se font plus directes : « Qui a fabriqué ces montres ? Qui collecte l'argent de leur vente ? qui les vend ici à la fête ? », et alors on vous fait cette révélation inouïe : « C'est la fédération du Parti qui a eu l'idée de vendre des montres, c'est à elle que va le bénéfice tiré de l'application de cette merveilleuse (et originale !) idée, mais de toute façon en soutenant financièrement la fédération « communiste » du Doubs, vous soutenez la lutte de Lip... » C.O.F.D. ! ...et lorsque, indignée du machiavélisme d'une telle duperie, je demande à voir les travailleurs de Lip, les vrais, on me répond sèchement cette fois-ci qu'ils n'ont pas de stand à la fête de l'Humanité !

Ce « petit » fait est particulièrement éclairant sur la nature des révisionnistes : s'ils sont capables, pour « faire du fric », de duper les masses populaires présentes à la Courneuve en jouant sur leur solidarité, avec des travailleurs d'avant garde, ils sont capables de tous les mensonges, de toutes les compromissions, de toutes les trahisons. Et à moi, qui croyais le savoir, cela m'a rappelé fort à propos qu'il ne faut jamais les croire sur parole. Jugeons sur les faits, Camarades, et réfléchissons ! Cette « anecdote » est riche d'enseignements, car on ne peut pas dire qu'il s'agit d'une erreur isolée de militants qui croyaient bien faire, puisque je le répète c'est au niveau de la Fédération du Doubs qu'une telle initiative a été prise. Elle est d'ailleurs parfaitement dans la logique de ce qui dominait entièrement la fête de l'Humanité : faire du fric à tout prix, à n'importe quel prix !

Une lectrice.

P.T.T. : Halte aux atteintes au droit de grève

Le droit de grève est une des libertés fondamentales que la classe ouvrière a arrachées au prix de son sang au cours des dizaines d'années de lutte.

Depuis lors, la bourgeoisie a, de mille manières, insidieusement épiété sur ce droit de grève.

Il y a eu d'abord le préavis de cinq jours imposé par de Gaulle dans la fonction publique. Puis une série de décrets ou de circulaires administratives enlèvent le droit de grève à des catégories de personnel de plus en plus large. Dans les P.T.T. : la circulaire de juin 1969 et la pratique de la « désignation ».

QUE DIT LA CIRCULAIRE DE JUIN 1969 ?

Elle introduit la notion de « service minimum pour que soit assuré à tout moment le fonctionnement des liaisons indispensables à l'action gouvernementale ». La bourgeoisie a bien retenu la leçon de mai 68 : en cas de crise grave ou de grève générale, il faut que soient acheminées les directives aux préfets, aux bandes de CRS et de fascistes ! Conséquence : une partie des fonctionnaires de P.T.T. est purement et simplement privée du droit de grève ; et il ne s'agit pas seulement de « hauts fonctionnaires » ; loin de là, notamment en ce qui concerne les receivers-distributeurs et les dirigeants ambu'ants.

Face à cela, les directions syndicales acceptent tout sans rien dire. Le préavis de cinq jours ? Passe comme une lettre à la poste (si l'on peut dire). Plus aucun dirigeant syndical n'élève la voix contre la circulaire de juin 69 ? Rien. Pas même une campagne d'information.

Les petits fonctionnaires touchés par la circulaire, se sont trouvés acculés à des solutions individuelles, bâtarde et insatisfaisantes — même si elles manifestent leur esprit de classe et leur sens de la solidarité. Exemples : se porter gréviste et faire le travail quand même, verser l'argent gagné au syndicat ou apporter une bouteille aux camarades pour compenser !

Qu'est-ce que la « désignation » ?

Et ce n'est pas tout. Jouant sur la notion de « service restreint » en cas de grève de la circulaire de juin 69, l'administration tend à généraliser la pratique des « désignations ». Les chefs de centre et receivers tenus par l'administration d'organiser « un service aussi complet que possible », disposent en permanence de « désignations » signées par le directeur. On les porte au domicile du « désigné » invité à se mettre à la disposition de son chef immédiat.

La « désignation » est illégale. Elle n'a rien à voir avec la « réquisition », mesure prévue par la Constitution fascisante de la V^e République. Les ordres de réquisition émanent du préfet après décret du gouvernement. Ils sont portés par un gendarme.

La désignation, c'est autre chose ; elle n'est pas légalisée et n'a pas d'existence juridique. L'administration l'avoue dans ses circulaires confidentielles et y dévoile ses objectifs :

« Tous nos efforts — y lit-on — doivent tendre à convaincre le personnel de la légalité de la mesure de désignation (...) Je répète donc que toute notre action doit tendre à faire entrer dans les mœurs corporatives la notion de la légalité de la désignation. »

Voilà un pas de plus dans l'escalade contre le droit de grève.

Pourquoi la bourgeoisie ne le ferait-elle pas ? Personne n'a oublié l'attitude des directions CGT et CFDT lors de la grève des contrôleurs de la navigation aérienne au printemps dernier. Leur lutte visait l'abrogation d'une circulaire comparable à celle des P.T.T. Les dirigeants des syndicats eux, se sont mis sur les rangs pour briser la grève.

UNE SEULE SOLUTION : LA RIPOSTE DE MASSE :

Tout est question de rapport de force. Si nous reculons d'un mètre, la bourgeoisie avance d'une mètre. Il n'y a pas d'autres solutions, et à force de reculer on finit par se faire écraser.

Pour faire sauter la circulaire de juin 69, il suffit d'être uni et combatif. Que peut alors le pouvoir contre nous ?

Plusieurs fois les cheminots se sont mis en grève sans respecter le préavis de 5 jours. La bourgeoisie a-t-elle pris des sanctions ? Non, car elle avait peur des ripostes. C'est une question de rapport de force. En mai 68, la bourgeoisie a même payé intégralement les jours de grève.

Il faut donc imposer ce rapport de force. Il faut être uni et prêt à se battre pour des actions d'envergure sans esprit de recul. Et l'unité, ça se prépare en menant un travail patient d'organisation, une campagne de propagande de longue haleine, en chassant les dirigeants syndicaux vendus, en luttant contre la parcellarisation, la division des postiers, catégorie par catégorie, grade par grade.

AFFICHEZ
H. R.

LA RESISTANCE ARMEE DU PEUPLE CHILIEN VAINCRA L'IMPERIALISME ET LA REACTION

Durant les trois années de gouvernement d'Union populaire, les forces réactionnaires extérieures et intérieures, durement touchées par les nationalisations, expropriations, réformes, n'ont pas cessé de mener, sur tous les plans, une lutte acharnée contre le gouvernement Allende et le peuple chilien. Quelles sont ces forces ?

SABOTAGE ET SUBVERSION DE LA REACTION INTERIEURE

Ces pressions de l'extérieur se sont combinées avec la lutte opiniâtre menée dans tous les domaines par la réaction chilienne. La droite chilienne a profité des « libertés démocratiques » pour mener au Congrès une

Santiago. Les fascistes provoquent des bagarres : Ambrosio, secrétaire du MAPU, est agressé. Le siège des Jeunesses communistes est mis à sac. La maison du ministre de la Santé est incendiée, etc.

Ne pouvant évidemment arrêter la production, les réactionnaires frappent dans le secteur de la distribution et des communications (le gouvernement d'U.P. ne contrôlait que 30 % de l'approvisionnement alimentaire) :

— Août 1972 : seconde grève des commerçants.

— Octobre 1972 : première grève des petits patrons camionneurs, « pour la défense de l'entreprise privée ». Leur syndicat est dirigé par des membres du parti démocrate-chrétien. A la fin de l'année 1972, les forces réactionnaires chiliennes organisent systématiquement la pénurie, par la paralysie du commerce, des transports, la constitution de stocks, la mise sur pied d'un vaste marché noir.

Rien qu'en janvier et février 1973, les stocks illégaux découverts par les autorités étaient constitués de : 35 000 paires de chaussures, 10 000 tubes de dentifrice, 100 000 poulets, 10 000 pièces de rechange pour automobiles, 70 000 litres d'huile, un million de litres de vins, 6 000 pneus, 5 000 sacs de ciment, etc.

Les réactionnaires tentent alors de paralyser complètement l'économie et lancent des appels à la grève « générale ». C'est ce qu'on a appelé la



« La dignité du Chili a commencé avec le cuivre »

malheureusement, bénéficié d'une quasi-impunité. Ils ont pu parler à la radio, diffuser leur sale presse et organiser des groupes para-militaires. Durant trois ans, ils n'ont pas cessé d'organiser des sabotages dans les usines. Ce sont les membres de « Patrie et Liberté » qui ont organisé et contrôlé le marché noir.

En 1972, à l'occasion de chaque grève de commerçants, les groupes fascistes para-militaires organisaient des démonstrations de rue, au cours desquelles ils brutalisaient les passants, forçaient les habitants à « taper sur les casseroles » en signe de solidarité...

— Fin 1972 : les fascistes organisent quotidiennement des manifestations de rue dans le centre de Santiago, face à une police complaisante. Un « manifestant » déclare au journaliste du « Monde » : « On nous donne 300 escudos par jour. Ce n'est pas mal pour un travail rapide et même excitant quand on a dix-sept ans et qu'on aime casser. »

— Après le succès électoral de l'U.P. en mars 1973, la violence fasciste se déchaîne. Emeutes, attentats, provocations se multiplient. Plusieurs travailleurs sont assassinés. Des opérations de commandos sont organisées contre les sans-logis qui occupent des terrains, etc. La terreur fasciste commence à s'installer.

UNE ARMEE AUX « TRADITIONS DEMOCRATIQUES » ?

Tous ces actes de sabotage, tous ces attentats, organisés par les réactionnaires chiliens appuyés et aidés par la C.I.A. ne constituaient, on le voit maintenant, qu'une préparation au coup d'Etat fasciste. Un dirigeant réactionnaire avait déclaré début septembre : « S'il faut brûler ce pays pour le sauver (sic) et s'il faut tuer vingt mille Chiliens, nous le ferons » (Le Monde du 13-9-73). C'est ce qu'ils font, cette fois par l'intermédiaire de

ces forces armées dont on a tant vanté ici, n'est-ce pas MM. Mitterrand et Marchais, les « traditions démocratiques ».

L'armée chilienne (même si elle compte quelques officiers patriotes) est en fait la gardienne non des intérêts de la « nation », mais de ceux de la grande bourgeoisie (42 % des officiers de l'Ejército sont originaires de la grande bourgeoisie — chiffre de 1966), des grands propriétaires fonciers et de l'impérialisme U.S. qui lui fournit son équipement et entraîne ses officiers.

Le 12 septembre, l'agence Reuter révélait que les membres de la junte militaire étaient en contact bien avant le coup d'Etat avec des représentants américains. Nixon était, selon l'agence, parfaitement au courant du coup d'Etat fasciste.

Dans un intéressant article du Monde diplomatique de septembre, Jean-Noël Darde et Isabel Santi montrent qu'en fait, la tradition de l'armée chilienne c'est le « golpismo » (de golpe, coup d'Etat) et la répression des masses populaires.

L'armée chilienne, qui avait commis en 1907, à l'école Santa-Maria de Iquique, « l'un des plus affreux massacres qu'ait connus l'Amérique latine » (voir ci-contre) révèle actuellement son véritable visage sanguinaire.

Les événements survenus depuis 3 ans au Chili montrent clairement comment les forces réactionnaires, quand elles ne sont pas immédiatement matées par les forces populaires, relèvent la tête, passent à l'action « légale » et « illégale », pour finalement déclencher une offensive à l'aide de leurs forces armées laissées intactes.

« Au Chili, le pouvoir sera-t-il au bout du vote ou au bout du fusil ? » questionnait Acquaviva dans l'Humanité, voici deux ans. La réponse est maintenant claire. Le pouvoir est toujours au bout du fusil. Et lorsqu'il n'est pas au bout du fusil du peuple, il est au bout du fusil de la réaction.



Commandos fascistes

Essentiellement, l'impérialisme U.S., les gros financiers et les gros capitalistes chiliens, les grands propriétaires fonciers. Les forces les plus réactionnaires ont profité à fond de toutes les libertés que, malheureusement, le gouvernement d'U.P. leur a laissées, elles ont, en outre, mené une constante activité illégale de sabotage et de subversion — jusqu'à la terreur aveugle déclenchée après leur coup d'Etat du 11 septembre. Ces tragiques événements constituent une grande leçon pour tous les peuples.

bataille politique et institutionnelle : limitation des réformes, destitution de ministres, déclenchement de crise politique, etc.

Contrôlant la majorité des moyens d'expression (T.V., radios et journaux), elle a déclenché des campagnes de plus en plus violentes contre l'U.P. et

LES YANKEES N'ONT JAMAIS CESSÉ D'INTERVENIR

Dès 1971, l'impérialisme américain organise contre le Chili un sévère blocus financier et économique. En août, Nixon coupe les lignes de crédit au Chili : sur son ordre, des centaines de millions de dollars, attribués par les organismes de financement internationaux au Chili, sont bloqués. La dette extérieure du Chili s'aggrave.

L'impérialisme U.S. organise la baisse du cours du cuivre (qui atteindra 50 %) : or, chaque cent en moins, c'est quinze millions de dollars perdus pour le Chili.

Les monopoles yankees font pression sur les acheteurs de cuivre chilien : c'est, en octobre 1972, l'embargo sur 1 250 tonnes de cuivre décidé par le tribunal de Paris sur requête de la Kennecott.

Dès juin 1971, les Américains tentent de saboter les mines de cuivre nationalisées. Ils organisent et financent la fuite des techniciens chiliens. Les compagnies américaines refusent de payer leurs dettes (100 millions de dollars), etc.

La C.I.A. n'a jamais cessé d'intervenir : de nombreux complots ont été déjoués par les Chiliens. Des hommes de la C.I.A. ont été démasqués et expulsés. La presse américaine elle-même a révélé qu'en 1970-1971, l'I.T.T. (dont la filiale chilienne a été nationalisée), appuyé par la C.I.A., avait fait pression sur Nixon pour renverser le gouvernement Allende.

Enfin, le récent coup d'Etat porte la marque indélébile de la C.I.A. D'ailleurs, depuis 1970, les officiers chiliens continuent à être entraînés aux U.S.A. mêmes aux méthodes de la subversion et de la lutte anti-guérilla.



Les militaires fascistes prennent d'assaut le ministère de la défense

les travailleurs chiliens, appelant ouvertement au meurtre et à la subversion.

Cette action « légale » de la réaction chilienne était surtout destinée à couvrir et à renforcer son action « illégale » : le sabotage économique et la violence réactionnaire contre le peuple.

— Dès juin 1971, les grands propriétaires fonciers expropriés incendient les récoltes, abattent le bétail, sabotent l'outilage. Organisés en commandos, ils assassinent des paysans, des délégués syndicaux, des fonctionnaires des C.O.R.A. (Corporation de la Réforme agraire).

— Décembre 1971 : c'est la première grève des commerçants, accompagnée par des manifestations (encadrées par les commandos fascistes) des femmes des beaux quartiers de

« grève des patrons » ou la « grève des classes moyennes », qui a touché certains employés et techniciens, les ingénieurs, les médecins, les avocats, les petits patrons, les pilotes d'avions...

— Juin 1973 : grève des « cols blancs » des mines de cuivre (en l'occurrence baptisés « mineurs » par la droite chilienne). « Le Monde » note :

« Au coin des rues du Barrio Alto, quartier résidentiel, des dames en fourrures et des jeunes filles en minijupes collectent pour les grévistes ! »

— Juillet 1973 : nouvelle grève des patrons camionneurs.

DECHAINEMENT DES VIOLENCES FASCISTES

Les fascistes, en particulier ceux du groupe « Patrie et Liberté », ont

1907 : Le massacre de Santa-Maria de Iquique

En 1907, les travailleurs de la région de San Lorenzo se mettent en grève contre leurs conditions de vie misérables. Ils sont des milliers à s'engager dans la lutte. Devant l'intransigeance des « seigneurs », ils décident d'organiser un grand rassemblement à Iquique, à l'école Santa-Maria. Le 21 décembre, ils sont 26 000, descendus de la montagne, venus de la Pampa, rejoints par les corporations d'ouvriers et d'artisans de Iquique. Les « seigneurs » d'Iquique envoient la troupe. Et c'est le massacre : 3 600 hommes, femmes et enfants tués lâchement par l'armée chilienne.

Le peuple chilien a composé une chanson sur Santa-Maria de Iquique. Un chant de lutte et d'espoir.

Nous en publions quelques vers en hommage à la mémoire du Président Allende et de tous les martyrs du peuple chilien qui tombent les armes à la main pour la liberté et l'indépendance.

Ils périrent 3 600, l'un après l'autre
3 600 furent tués, l'un après l'autre
L'Ecole de Santa-Maria vit le sang

le sang qui ne connaissait que la
Ils étaient 3 600 qu'on avait fait taire.

Où sont les assassins qui tuèrent
[parce qu'il fallait tuer ?]
nous le jurons pour la terre,
nous le jurons pour la vie,
nous le jurons pour la mort :
nous le trouverons !
Nous le jurons, camarades,
et ce jour arrivera !

Mais le souvenir ne suffit pas,
ni la chanson, ni les lamentations.
Regardons bien la réalité,
car demain peut-être, ou après-demain,
ou peut-être un peu plus tard
l'histoire que tu as écoutée arrivera
[de nouveau]

car dans un pays si long
il peut arriver tant de choses
si nous ne nous préparons pas à lutter.
Unissons-nous comme des frères
et personne ne pourra nous vaincre !
S'ils veulent faire de nous des
[esclaves]

ils n'y arriveront jamais :
la terre appartiendra à tous
et la mer sera à nous aussi,
il y aura pour tous la justice
et aussi la liberté.

Luttons pour les droits
que tout le monde doit avoir,
luttons pour ce qui est à nous
et qui ne peut appartenir à personne
[d'autre].



Les paysans occupent les terres



« Les travailleurs ne veulent pas revenir à l'état de misère, comme le veulent les "momios" assoiffés de sang. »



Les réactions...

Alors que partout dans le monde, de puissantes manifestations ont lieu pour protester contre le coup d'Etat fasciste et pour soutenir le peuple chilien, certains parviennent mal à dissimuler leur joie. C'est le cas du gouvernement Nixon. C'est aussi celui de l'U.D.R. Dans un premier mouvement, certes imprudent, mais combien révélateur, La Nation applaudit à « l'effondrement de l'expérience Allende » et écrit :

« Rappels en tout premier lieu que l'armée chilienne, contrairement à ce qui se passe dans à peu près tous les autres pays d'Amérique latine, ne fait jamais de politique et a toujours été d'un légalisme exemplaire. C'est assez dire, pour qu'elle ait cru devoir agir comme elle vient de le faire, à quel point la situation était devenue proprement intolérable... »

C'est assez dire aussi quels moyens utiliserait notre bourgeoisie pour mettre fin à une « situation intolérable... » pour ses intérêts de classe !

Les travailleurs ont réagi d'une autre manière. Partout c'est la colère, la volonté de la manifester en même temps que d'exprimer son soutien au peuple chilien, dont les meilleurs fils tombent, les armes à la main, sous les balles des fascistes.

Dans toutes les villes de France, plusieurs centaines de milliers de travailleurs ont manifesté. Mercredi, à Paris, nous étions des dizaines de milliers à crier : « Putschistes, fascistes assassins » : « Le Chili vivra, le fascisme ne passera pas » mais aussi, en particulier dans le cortège CFDT : « Vive le peuple en armes ».

Colère, solidarité, mais aussi réflexion et beaucoup de questions sur la validité de la « voie légale »...

Renforçons le soutien au peuple frère du Chili !

LE P. "C." F. PROPAGE DES ILLUSIONS MORTELLES

« Mais voyons, le Chili n'est pas la France ! » Proclament-ils maintenant d'une seule voix, vertueusement indignés. Les Marchais, les Duclos, les Fajon, les Andrieu. Bref, l'état-major du P.C.F. au grand complet, pensent-ils vraiment que notre peuple a la mémoire si courte ?

Durant des mois-et des mois, les colonnes de leur presse, les harangues de leurs meetings n'ont cessé de se référer à l'expérience chilienne pour placer leur « programme commun » pour affirmer : oui ! le passage pacifique au socialisme est possible. Oui ! on peut faire l'économie de la violence. Non ! le pouvoir n'appartient pas nécessairement à ceux qui tiennent le fusil : Voyez le Chili !

Dans l'« Humanité » du 25-11-71, René Andrieu reprenait cette phrase de Mitterrand :

« Le régime chilien constitue l'expérience la plus proche de ce qui pourrait être réalisé en France » et il ajoutait : « formons le vœu que le Parti socialiste tire les leçons de cette constatation ».

Soulignons d'abord une supercherie : celle qui consiste à comparer un pays dominé par l'impérialisme et dont l'objectif numéro un est la conquête de l'indépendance nationale et un pays impérialiste, arrivé au stade du capitalisme monopoliste d'Etat et où la tâche numéro un est la révolution prolétarienne. Cette supercherie n'est pas gratuite, elle a un but : justifier la fameuse étape de « démocratie avancée ».

Revenons à l'article d'Andrieu du 25-11-71. Après avoir déclaré : « l'expérience de l'Unité Populaire comporte un certain nombre d'enseignements dont peut valablement s'inspirer la gauche française » il ajoutait : « La droite, soutenue par l'étranger et utilisant les impatiences gauchistes, voudrait amener le gouvernement à sortir de la légalité pour justifier un coup d'Etat militaire. L'unité populaire utilise la légalité pour isoler la bourgeoisie. »

Ainsi, d'après Andrieu, le respect de la légalité, voilà l'arme suprême ! les faits ont montré ce qu'il en était.

« Voyez le Chili ! » Nous le voyons avec amertume, avec douleur, avec colère !

Et nous nous souvenons des paroles des semeurs d'illusions qui portent devant l'histoire une responsabilité criminelle.

« Que la lutte armée ait été indispensable à Cuba pour conquérir son indépendance, qu'elle le soit peut-être demain dans d'autres pays du continent ne signifie pas qu'elle soit obligatoire toujours et en tout lieu. Mieux vaut tenter, si les conditions le permettent, d'en faire l'économie et chaque pays va de l'avant en tenant compte de ses conditions spécifiques. » (Andrieu « Humanité » citée.)

Le chef de file, Marchais, lui, se faisait encore plus net :

« En vérité, l'expérience du Chili con-

firme avec éclat que — comme nous l'avons toujours soutenu — l'unité d'action des communistes et des socialistes permet de susciter un mouvement populaire d'une puissance telle qu'il est en mesure de réaliser, sans guerre civile, des transformations économiques et sociales radicales en faveur des larges masses et en direction du socialisme. »

Il aura du mal à renier ces phrases. Elles sont extraites du discours qu'il a prononcé à la Mutualité, au retour du 24^e Congrès du Parti Révisionniste soviétique et intégralement publiées dans « L'Humanité » du 15-4-1971.

« Le pouvoir est au bout du fusil » ces renégats qui osent encore se parer du titre de communistes crachent sur cet enseignement fondamental, reposant sur l'expérience des peuples.

Quant à nous, si nous sommes des partisans de la violence révolutionnaire des masses, si nous affirmons que les exploités ne seront vaincus que par les armes, ce n'est nullement par goût de la violence. C'est parce que toute l'expérience des luttes de la classe ouvrière et des peuples, dans l'histoire, démontre qu'on ne peut en faire l'économie. Si le peuple n'écrase pas la réaction par les armes, c'est la réaction qui écrase le peuple par les armes. Nous disons avec Paul Vaillant-Couturier :

« On est révolutionnaire gravement, raisonnablement, quand on a compris qu'on ne peut pas faire, tant que subsistent des classes en bataille, l'économie de la violence. Il faut la subir ou l'imposer ».

Ceux qui répandent l'illusion du « passage pacifique au socialisme » portent une terrible responsabilité devant l'avenir.

Si la classe ouvrière de notre pays devait croire en leurs paroles, elle irait inévitablement à un échec sanglant.

Quelle dérision de voir qu'au moment même où, au Chili, la réaction déchaînait sa violence contre le peuple, sur les antennes d'Europe N° 1, Georges Marchais réaffirmait la volonté des dirigeants du P.C.F. de parvenir au « socialisme » par une prétendue « voie pacifique ». Dans son récent livre « le défi démocratique », il n'hésite pas à écrire :

« ... s'engager sur la voie des transformations économiques et politiques décisives ne passe pas forcément par la prise du Palais d'Hiver. La France d'aujourd'hui n'est pas la Russie de 1917. Et grâce, entre autres, aux succès déjà remportés par le peuple soviétique et par ceux des autres pays socialistes, grâce aussi à l'union des forces de gauche, si elle est préservée, nous pouvons envisager sérieusement aujourd'hui la possibilité d'un passage pacifique au socialisme que toute notre politique se fonde désormais sur cette perspective. »

Lui faisant écho pratiquement mot pour mot, Luis Corvalan, secrétaire du Parti Communiste chilien affirmait :



Plus la réaction se trouve isolée et plus elle cherche son salut dans la violence.

« En ce qui concerne le Chili, nous, communistes, en nous basant précisément sur les conditions historiques concrètes de notre pays, nous sommes arrivés à la conclusion qu'ici, la voie la plus probable du développement révolutionnaire est la voie pacifique. »

Mais, maintenant que la terreur fasciste s'est abattue au Chili, maintenant que le sang du peuple coule dans les rues, les campagnes, les usines que disent-ils ces marchands d'illusions mortelles, ces chantres du bulletin de vote ?

Déjà, juste avant le coup d'Etat, Fajon, de retour du Chili, tenait une conférence de presse (voir Humanité du 31 août 73) où il pourfendait les responsables de la situation : les ouvriers qui occupaient « abusivement » les usines, les paysans qui s'emparaient « illégalement » des terres, les révolutionnaires « irresponsables et aventuristes » qui exigeaient des armes.

Le 13 septembre, au lendemain même du coup d'Etat, prétendant en tirer la leçon, il écrivait dans son éditorial :

« Et le drame chilien confirme, par ailleurs, pour nous, la justesse de notre orientation fondamentale maintes fois exposée, depuis le Manifeste de Champigny jusqu'à notre XX^e congrès : les partis de gauche, pour promouvoir et mettre en œuvre leur programme commun, doivent s'assurer le soutien actif et persévérant de la masse immense des travailleurs, de toutes les victimes des monopoles, c'est-à-dire de la grande majorité des Français ; ainsi sera isolée et, par conséquent, mise hors d'état de nuire l'étroite oligarchie qui domine encore aujourd'hui l'économie et la politique de la France ; ainsi la volonté du peuple sera assez forte pour déjouer tous les complots et pour l'emporter. »

Là encore, Corvalan (1) lui faisait pourtant écho, affirmant en conclusion de son livre :

« ... Car si une chose est certaine, c'est que la majorité du pays est pour les changements. Tout le monde n'a pas la même conception sur les moyens d'y parvenir, mais le fait que la majorité soit pour les changements, pour des changements à l'intérieur d'un certain cadre, est déjà un atout formidable en notre faveur. C'est-à-dire qu'en visant les ennemis principaux et en développant contre eux un mouvement des masses, nous pensons que peut et doit se produire un changement dans le rapport des forces. »

C'est avec de tels propos que l'on mène la classe ouvrière et le peuple à l'échec. Plus la réaction se trouve isolée et plus elle cherche son salut dans la violence, comme sa seule issue. La volonté du peu-

ple ne pèse pas lourd face aux armes de la réaction !

« La classe ouvrière ne peut pas s'emparer simplement de la machine gouvernementale toute faite et la mettre en mouvement pour ses propres fins. » Cette leçon, il y a plus d'un siècle que Marx et Engels l'ont tirée. L'exemple du Chili montre qu'elle est toujours vraie.

Il n'y a pas d'Etat au-dessus des classes, pas d'armée « neutre ».

C'est encore Marchais qui affirme dans son livre : « loin de vouloir « casser l'armée » comme le prétendent nos adversaires, nous voulons donner à la nation, l'armée dont elle a besoin et pour cela, assurer à celle-ci les missions, les structures, les armements, les conditions d'activité qui lui permettent de sortir de l'impasse où la politique actuelle du pouvoir la pousse. »

On a vu où de telles affirmations ont conduit le Chili où l'armée était réputée pour l'une des plus démocratiques du monde !

Il ne suffit pas que la classe ouvrière renverse par les armes le pouvoir de la bourgeoisie, détruise son Etat, il faut encore qu'elle édifie son Etat et exerce la dictature du prolétariat sur les anciens exploités afin de briser toute tentative de leur part de revenir au pouvoir. La dictature du prolétariat cela signifie la démocratie et la liberté pour la classe ouvrière et le peuple, cela signifie aussi l'absence de démocratie et de liberté pour les exploités. Laisser la réaction vaincue agir librement, c'est lui laisser le champ libre pour revenir au pouvoir, c'est ouvrir grandes les portes à la contre-révolution.

N'est-ce pas encore Marchais qui écrit :

« Faisons de plus un aveu : nous ne redoutons pas de garantir à la réaction devenue minorité et opposition le droit de reconquérir la majorité... »

Le Chili nous offre l'exemple de la façon dont « la réaction devenue minorité » use du « droit de reconquérir la majorité » quand on ne l'écrase pas impitoyablement.

Ce sont là quelques-unes des leçons que le marxisme-léninisme a tiré de l'expérience des classes ouvrières et des peuples. Aujourd'hui, en 1973, le Chili vient tragiquement confirmer une fois de plus leur valeur.

Puissent ces leçons écrites avec le sang des travailleurs du monde entier, depuis des décennies, ne pas être perdu pour notre peuple !

Elles tracent le chemin de sa victoire.

(1) « Chili - Les Communistes dans la Marche au socialisme ».

COMMANDEZ, DIFFUSEZ

« La résistance armée au Brésil »

(textes de la résistance au Sud du Para)

BROCHURE EDITEE PAR LE CILA

Prix 3 F - Adressez vos commandes au CILA
17 rue du Sentier, 75002 PARIS

ENTRETIEN AVEC DEUX REPRÉSENTANTES
DE L'ASSOCIATION DES FEMMES DÉMOCRATIQUES DU CAMBODGE

Les femmes cambodgiennes dans la Résistance Nationale

Pouvez-vous nous parler du rôle qu'assument les femmes cambodgiennes dans la lutte de libération nationale ?

Les femmes de notre pays sont très douces et très simples. Mais elles sont aussi sincères et très profondément déterminées à refuser l'injustice. Comme tout notre peuple, elles n'ont pas accepté le coup d'État fomenté contre notre pays par la C.I.A. Elles n'acceptent pas l'agression américaine et le régime des traîtres Lon Nol Sirik Matak.

Cette détermination tranquille à refuser ce qui est injuste est illustrée par le fait suivant : au Cambodge, jusqu'à maintenant, la polygamie est permise par la loi. Mais, pratiquement, dans les faits, elle n'existe pas. Pourquoi ? Parce que les femmes cambodgiennes n'ont jamais acceptée cette loi injuste et cruelle. Alors si un mari ose prendre une seconde femme, la première quitte aussitôt la maison avec ses enfants et se sacrifie pour les élever, seule.

C'est avec le même courage que les femmes cambodgiennes sont entrées dans la lutte de libération pour combattre les agresseurs américains et leurs fantoches. Elles encouragent maris et enfants à participer au combat, et y participent elles-mêmes sur tous les fronts.

On trouve des femmes dans les troupes régulières, dans les troupes régionales, dans les forces de guérillas. Il existe même des bataillons de l'armée régulière composés uniquement de jeunes filles. Elles ont la réputation d'être particulièrement courageuses et audacieuses et les troupes de Lon Nol ont une frayeur toute particulière de ces bataillons de femmes.

Quelles sont les conséquences de cette participation des femmes à la lutte de libération nationale, sur le plan de leur propre émancipation ?

La situation présente de la femme cambodgienne au front et dans les zones libérées est sans comparaison avec sa situation antérieure. Le fait de participer à la lutte de libération a énormément augmenté son rôle sur tous les fronts. Dans toutes les guerres de libération nationale, il faut la participation active de la femme. Plus elle est large et plus nous faisons des bonds. Le niveau de conscience de tout notre peuple est très élevé face à une agression d'une ampleur et d'une barbarie qu'il n'avait encore jamais connues.

Cette guerre d'agression est d'une telle

intensité qu'elle nécessite impérativement la mobilisation des femmes dans tous les domaines.

Traditionnellement, les paysannes cambodgiennes participaient aux travaux des champs. Mais pas à tous les travaux. Maintenant, dans bien des cas, les hommes des villages de la zone libérée sont tous au front et les femmes assurent la quasi-totalité des travaux de la production agricole : repiquage du riz, moisson, etc. Nourrir le front est une tâche impérative que les femmes assument avec une grande conscience politique.



Il faut aussi faire face aux besoins médicaux ; chez nous, les femmes jouent un rôle de plus en plus important dans la médecine. Elles accèdent par là même à l'instruction. Pour devenir infirmière, par exemple, il n'y a pas d'écoles classiques, mais, en partant de zéro, pendant les trois premiers mois, on apprend à lire et à écrire, puis on passe tout de suite trois mois à la pratique, et de nouveau, trois mois d'études théoriques sur la base de l'expérience acquise dans la

pratique. Et ainsi de suite, en trois années, on accède au niveau d'infirmière.

Les femmes des zones libérées sont aussi expertes à préparer les pièges empoisonnés qui effraient tant les Américains.

Elles déploient des trésors d'ingéniosité pour ruiner les plans des agresseurs. C'est ainsi que dans la région de Préah Vihear, des nappes de produits chimiques ont été déversées sur les récoltes et notamment des quantités de petits vers qui coupent les plantes à la racine. L'organisation des femmes, en coopération avec

puissantes manifestations et organisent des raids contre les magasins de riz des troupes fantoches.

Dans les zones libérées, les femmes assument aussi la tâche de surveiller les villages et elles ont acquis une grande compétence comme agents de liaison.

A travers toutes ces multiples tâches elles maintiennent un climat de chaleur familiale auprès des enfants. L'éducation qu'elles leur assure a un grand contenu politique, élève leur niveau patriotique.

Il existe chez nous un moyen radical de faire cesser tout de suite les pleurs des tout petits enfants, c'est quand sa mère lui dit : « Si tu pleures, tu es le fils de Lon Nol et non pas mon fils ! ».

Sous leur direction, les enfants, même très jeunes, apprennent à pratiquer la critique et l'auto-critique. L'organisation des femmes et les comités du FUNK participent aussi à l'éducation des orphelins qui sont recueillis et adoptés par leurs voisins. Ils deviennent ainsi les enfants de tout le village qui les élève dans la haine des agresseurs et des traîtres.

Pouvez-vous citer quelques visages de femmes cambodgiennes particulièrement exemplaires ?

« La voix du FUNK » qui vient des zones libérées, se fait tous les jours l'écho des exploits accomplis par les femmes cambodgiennes. Mais nous pouvons vous citer simplement un exemple qui est très cher au cœur de toutes les femmes cambodgiennes : celui de la présidente de notre association, Mme Khien Ponnary, c'est cette femme aux cheveux tout blancs que vous apercevez dans le film relatant le retour historique de Samdech Norodom Sihanouk dans la zone libérée.

Toute sa vie, elle s'est sacrifiée pour les siens et pour son peuple. Comme elle avait fait de brillantes études, on lui avait proposé de les poursuivre en France, elle a refusé pour aider sa mère, restée seule à élever ses frères et sœurs. Toutes les femmes de la zone libérée la connaissent et l'aiment. Inlassable, elle est toujours sur les routes. Une fois, elle a marché 100 km en 3 jours en se nourrissant seulement d'une poignée de riz. Elle sacrifie tout son repos au bien-être des jeunes combattants. Educatrice renommée, elle a élevé la jeunesse du Cambodge dans l'amour du pays indépendant et des plus nobles traditions khmères.

Pour les femmes, comme pour tout le peuple de notre pays, c'est ainsi un nouveau Cambodge qui s'édifie dans les zones libérées et contre lequel les bombes américaines et les complots des traîtres demeurent impuissants.

E-100

NOUVEAUTES

Lo Chine et Nous (René Duchet)	27	F
Histoire abrégée de l'activité révolutionnaire de Kim Il Sung	20	F

Pour les amateurs d'archéologie

L'Albanie archéologique	32,40	F
Reproduction de la peinture sur soie du cercueil de la dynastie des han	60	F
Découvertes archéologiques en Chine nouvelle	45	F
La Chine et ses trésors	95	F

ALBANIE AUJOURD'HUI

Les numéros parus
en 1972 sont disponibles
les 6 numéros 15 F

E. 100 - B.P. 120
PARIS CEDEX 20

Protection de la maternité ?

Lors du travail en équipe de 14 h à 22 h, une ouvrière enceinte de 4 mois a été amenée d'urgence à 20 h dans une clinique car elle avait des douleurs. Elle était accompagnée de son chef d'équipe. Là elle fut soignée et le lendemain elle reprit son travail. Elle demanda à ne plus travailler à la machine car c'était celle-ci qui lui causait des douleurs. Contremaître et chef d'équipe lui ont refusé en chœur, lui faisant sentir que c'était une douillette et qu'elle faisait des histoires pour rien ! Alors que la bourgeoise refuse aux femmes le droit d'avorter librement, elle crée des conditions dans les usines telles que les risques d'avortements sont considérables.

Mlle Dienesch, qu'en pensez-vous ? Est-ce cela la protection de la maternité ? La bourgeoisie et son gouvernement ne voient qu'une chose : son profit, même si des ouvrières doivent y laisser leur peau.

Une ouvrière de Motorola

TEMPÊTE SUR LES PRIX

Cette rentrée la valse des étiquettes semble vraiment en passe de battre tous les records. Qu'on en juge par cet échantillon :

- Pain : 5 à 10 centimes (à l'exception de la baguette provisoirement épargnée) ;
- Pâtes alimentaires : 15 à 30 % ;
- Produits alimentaires : 14,3 % de juillet 1972 à juillet 1973 ;
- Habillement : 15 % au minimum en un an ;
- Assistance publique : 57 % sur les consultations, 15,4 % sur le K opératoire ;
- Taxe O.R.T.F. : passe de 120 à 130 F. Une nouvelle hausse est prévue en juillet 1974 ;
- Vignette : 10 à 16 % ;
- Loyers : 6 à 17 % pour les immeubles anciens ;
- Essence : 16 % ;
- Téléphone : 16 %, etc.

Pince-sans-rire, Giscard — qui nous prend vraiment pour des imbéciles ! prévoit... un « ralentissement des hausses » !

Mais s'il est une réalité qu'on ne peut pas truquer aux yeux des travailleurs, c'est bien celle-là ! Cha-

que mois qui passe voit leur pouvoir d'achat impitoyablement restreint. Les choses les plus essentielles prennent figure d'un luxe inabordable. Pourtant les cadences, la durée du travail, la production ne diminuent pas, elles. Bien au contraire, elles s'accroissent.

C'est encore le même Giscard qui l'avoue sans complexe :

« L'économie française est aujourd'hui dans une situation qui n'est pas seulement bonne, mais sans doute exceptionnellement favorable... »

Et d'enchaîner froidement : « Chaque homme et chaque femme de bon sens sait que le rythme actuel de hausse des rémunérations est incompatible avec la modération souhaitée des prix. »

Le bon sens prolétarien n'est évidemment pas le même que celui de ce porte-parole des monopoles. Il nous dicte une chose : pour reconquérir et améliorer notre pouvoir d'achat mobilisons-nous pour imposer les augmentations de salaire indispensables. Tous unis, dans la lutte, nous ferons rendre gorge aux exploités.

SOUSCRIPTION PERMANENTE

S du CR de L'Humanité Rouge	310
Des camarades de l'Est	195
1 sympathisant	50
1 sympathisant	50
1 travailleur	0,60
S permanente M.	5
S permanente	50
CDHR J. Staline	259
1 militant du G.O.P.	3
HR doit vivre et vaincre ! F. PTT	18,50
GB et MD pour la reprise de HR hebdo	50
1 femme antifasciste	3
2 employés	15
1 enseignant	20
Anonymes	7
Pour une lutte prolongée	50
En supplément à réabonnement. JB	15
1 ouvrier	100
1 militant	2
1 lecteur	1
CDHR J.-P. Thimbaud	11,70
1 commerçante	0,50
Sur un marché	0,50
1 postier M-L	150
Des lecteurs	3
Pour un 12 pages hebdo. 2 lecteurs	10
Souscription de masse pour l'HR. 36 souscripteurs. Alstom	
Saint-Ouen	83,50
1 jeune cheminot	50
Anonyme Paris. Timbres	76
CDHR E. Pottier B.	
Soutien août	400
CD F. Marty (août)	24
CD F. Marty (septembre)	32
Sympathisants	46
Des M-L	50
RL. Soutien permanent. Septembre	40
1 cheminot RP	10
1 femme de cheminot	1
Des lecteurs	3
S. militante	
H. Barbusse	135
Sur un marché	35
CD	100
1 surveillant M-L	20
CDHR P.-V. Couturier	100
CDHR P.-V. Couturier	435
CDHR Stalingrad	200
Des militants du Travailleur	300
CDHR Flourens	1 000
1 ami portugais	10
Soutien à la position d'HR sur la question nationale	100
ALT. Dénonçons le révisionnisme	35
En supplément à réabonnement. PJ	5
CDHR Gemnitz	150
1 couple sympathisant	6
1 couple d'infirmiers	20
1 postier	2
1 apprenti métreur	2
Sur un marché	0,50
CDHR Dallidet	100,10
1 ouvrière lyonnaise	40
1 jeune ouvrier sympathisant	2
SL. Soutien à HR	50
1 camarade lycéen	5
Soutien à HR. O	200,20
FDC Postier	17,80
Total	5 265,90

Vendredi 12 octobre

Mutualité (Paris) 20 h 30

LA SITUATION POLITIQUE ACTUELLE

Meeting organisé par l'Humanité Rouge

- pour la défense des libertés démocratiques
- pour le soutien aux luttes prolétariennes et populaires
- contre la double hégémonie mondiale et le danger du social impérialisme en Europe

Achetez le numéro 2 de Prolétariat

(quelques numéros encore disponibles)



Commandez, "Vive la lutte armée du peuple brésilien"

affiche éditée par le C.I.L.A.

17 rue du Sentier, 75002 PARIS

26 centimes l'unité

L'HUMANITE ROUGE VAINCRA !

Lecteur de « L'Humanité Rouge », hebdomadaire fidèle au marxisme-léninisme et à la pensée-maotsetoung, je VERSE sans attendre pour qu'elle puisse poursuivre son juste combat idéologique et politique.

Je souscris F par le moyen ci-après (rayer les mentions inutiles) :

- timbres-poste
 - chèque bancaire
 - virement postal au CCP « L'Humanité Rouge » 30.226.72 La Source
- Nom et adresse (facultatifs)
Date :
Pseudonyme

ABONNEMENT DE PROPAGANDE :

« L'HUMANITE ROUGE » PENDANT 3 MOIS POUR 20 F

ABONNEZ-VOUS !

Je soutiens « L'HR. » dans son combat idéologique en m'abonnant

Nom	Abonnement	ordinaire	pli fermé	de soutien
Prénom	3 mois	20 F	35 F	50 F
Adresse	6 mois	46 F	80 F	100 F
	1 an	92 F	160 F	200 F
	Etranger :			
	3 mois	45 F	75 F	
	6 mois	85 F	140 F	
	1 an	170 F	280 F	

Règlement au C.C.P. « L'Humanité Rouge » 30 226-72 La Source ou par timbres.



LA GRANDE VOIX DES PAYS PAUVRES

La IV^e conférence au sommet des pays non-alignés vient de terminer ses travaux. Pour tous les peuples du monde elle a marqué une victoire pour la cause d'une paix véritable. Une paix qui ne peut se faire contre les droits et les intérêts légitimes des petits pays et des peuples en lutte pour leur libération réelle et totale.

Un courant historique irrésistible

Bandoung, 1955. Le monde est partagé en deux « blocs ». La « guerre froide » bat son plein. Le mouvement des non-alignés prend forme alors contre l'impérialisme américain. Celui-ci souhaitait faire approuver son agression contre la Corée par les représentants des pays d'Asie et du Moyen-Orient. Il rencontre un échec cinglant.

Le mouvement reçoit sa consécration à Bandoung et définit ses fondements : revendiquant « l'égalité entre les nations grandes et petites », il affirme que « la paix et la liberté sont interdépendantes ». 29 Etats seulement participent à ce sommet. Par la suite, émergeant de la longue nuit coloniale, ils deviendront légion.

Quatre critères les rassemblent. Plus ou moins bien respectés par les participants de la conférence d'Alger, ils marquent cependant le sens du mouvement :

- pratiquer une politique d'indépendance en entretenant des relations avec des Etats à systèmes sociaux différents ;
- apporter une aide effective aux mouvements de libération nationale en lutte contre la domination coloniale ou néo-coloniale.
- n'appartenir à aucune des alliances militaires relevant des deux « blocs » ;
- ne pas avoir de bases militaires étrangères sur son territoire.

Le tournant d'Alger

Depuis Bandoung, bien des bouleversements sont intervenus dans le monde. La réalité à laquelle se trouvent confrontés les non-alignés a changé. De ces changements — dont beaucoup leur sont dus — les petits pays, les pauvres de la planète, ne veulent pas faire les frais. C'est pourtant bien là le plan secret des deux super-puissances — les impérialistes U.S. et les sociaux-impérialistes de Moscou — : s'entendre sur le dos des peuples du monde pour les sou-

mettre, les spolier, les piller. Les deux super-gendarmes sont d'accord sur un point : c'est à eux de commander, de décider, de monopoliser le moyen de chantage qu'est l'arme atomique, pour imposer leurs intérêts et leur volonté aux autres peuples, aux petites et moyennes nations.

C'est en termes très clairs et souvent vigoureux, que nombre de participants de la Conférence ont refusé ce statut de « mineurs perpétuels » qu'on prétend leur imposer — par la force, si la ruse n'y suffit pas, bien des faits sont là pour le prouver.

Ils n'acceptent pas que les intérêts vitaux de leurs pays et de leurs peuples soient froidement sacrifiés à ceux des super-puissances.

Ils n'acceptent pas que dans le « concert des nations » on entende leur imposer le rôle de figurants muets, soumis, dépendants militairement, politiquement, économiquement.

Les masques tombent

Que les représentants de deux milliards d'hommes — plus de la moitié



de l'humanité — relèvent la tête pour parler ainsi, voilà ce que ne pouvaient supporter les révisionnistes de Moscou cachant sous de belles paroles d'amitié une volonté d'hégémonie qui n'est pas moindre que celle de leurs compères yankees. Oubliant toute retenue, Brejnev s'adressait sèchement au président Boumediène au début de la conférence :

« A notre avis, le danger particulier est représenté par les tentatives de diviser les pays non-alignés et les pays socialistes et d'opposer les pays



non-alignés aux Etats socialistes, de priver les Etats en voie de développement de leurs alliés naturels les plus sûrs... »

Est-elle donc « socialiste » cette intolérable ingérence dans les affaires des non-alignés ? Quant aux « alliés les plus sûrs », les représentants cambodgiens, pakistanais, soudanais, palestiniens, pour ne parler que de ceux-là, savent bien ce qu'il convient d'en penser.

Il n'y eut guère que Fidel Castro — porte-parole toujours plus empressé du social-impérialisme — pour oser affirmer à la face de ces représentants de pays qui ont conquis leur indépendance grâce au sacrifice

que le Brésil des généraux sanglants, observateur à la conférence, a soulevé contre lui une réprobation unanime.

Le G.R.P., le G.R.U.N.K. siégeaient aux places qui leur revenaient de droit comme représentants légitimes de leurs peuples. Plusieurs pays ont reconnu officiellement le G.R.U.N.K. comme seul représentant du peuple cambodgien.

14 mouvements de libération ont été fraternellement accueillis par les participants à la conférence qui leur a donné la parole et rendu un hommage spécial, condamnant notamment le Portugal et les racistes d'Afrique du Sud.

Plusieurs pays ont rompu toutes relations avec l'Etat fantoche d'Israël. Et cela a été un étonnement pour beaucoup de découvrir que, jusqu'ici Cuba avait gardé des liens diplomatiques avec Israël, formellement condamné par la Conférence, qui a exigé le rétablissement du peuple palestinien dans la plénitude de ses droits.

La volonté solennelle des pays non-alignés de disposer librement et souverainement de leurs richesses naturelles a été soulignée avec force, affirmant le droit légitime à leur nationalisation.

Si l'Algérie et les nombreux pays qui la soutenaient n'ont pas réussi à donner une structure permanente à la conférence, de premiers pas ont été faits dans ce sens avec la création d'un comité de coordination ayant à sa tête le président Boumediène.

Nul doute que d'ici la prochaine conférence au sommet qui se tiendra à Colombo (Sri Lanka) en 1976, la nouvelle et grande force des pays non-alignés, des peuples opprimés en lutte pour leur libération, impose de nouveaux succès pour un nouvel ordre mondial.

suprême de millions de martyrs, que — sans l'U.R.S.S. ni la fin du colonialisme ni la corrélation des forces mondiales, qui a rendu possible la lutte héroïque de tant de peuples pour leur libération, n'aurait été possible!...»

Des acquis irréversibles

Pour la première fois l'Amérique latine était présente, conférant ainsi au mouvement des non-alignés sa pleine représentativité. Il est à noter

ECOUTEZ LES RADIOS RÉVOLUTIONNAIRES

	Heures de Paris	Longueurs d'onde en m		Heures de Paris	Longueurs d'ondes en m
PÉKIN	19 h 30 - 20 h 30	sur 45,7 ; 42,5 ;	TIRANA	6 h	
	20 h 30 - 21 h 30	sur 45,7 ; 42,5 ;		16 h	
	21 h 30 - 22 h 30	sur 42,5 ; 45,7 ;		17 h	sur 31 et 42 m ;
	22 h 30 - 23 h 30	sur 42,7 ; 42,4 ; 45,9.		19 h	
			21 h		
			22 h		
			23 h 30		sur 31, 42 et 215 m ; sur 31 et 41 m.

LIP NÉGOCIATION OU POUDRE AUX YEUX ?

Il y aura bientôt un mois que durent les négociations d'Arc-et-Senans. Où en est-on ? Piétinement ou précisions nouvelles ? De partout on cherche à donner l'impression que la bataille s'est désormais transportée sur un terrain où l'aspect juridique tient le haut du pavé, qu'on s'achemine « vers un compromis ».

Mais justement les « Lip » ne veulent pas entendre parler d'un compromis. Dissipons donc l'écran de fumée qu'on cherche à dresser devant leurs revendications.

Celles-ci sont claires, simples, formelles :

1. Une société unique. On leur en propose quatre au départ en laissant entendre que dans un geste de bonne volonté immense ce chiffre pourrait être réduit à trois ou peut-être même à deux.

Mais les « Lip » veulent avoir affaire à un patron, pas à trente-six. Plusieurs sociétés cela veut dire, la division des ouvriers, relevant de statuts différents, ne touchant pas le même salaire pour le même travail. Aux usines textiles « Montagut » ou « Eminences », on rencontre des ateliers où les ouvrières, travaillant sur la même chaîne, relèvent de sept sociétés — donc sept patrons — différents ! Comment parvenir à définir les revendications communes, comment construire l'unité d'action indispensable à la victoire dans de telles conditions ?

De cet éparpillement, de la division de leurs forces, les « Lip » ne veulent pas. Ils ont suffisamment éprouvé la force de leur unité pour refuser de la voir affaiblie, émietlée. Car ils savent bien que cette division accomplie, le patronat s'arrangera pour réorganiser l'entreprise en fonction des seuls intérêts de ses profits et démantèlera, licenciéra à cœur joie.

2. Pas un licenciement et le maintien de tous les avantages acquis.

Là-dessus, gouvernement et patronat ont longtemps entretenu le plus grand mystère sur leurs intentions. Le pathelin Giraud, leur porte-parole, vient enfin de lâcher le morceau après avoir mielleusement chanté l'air habituel : « Nous sommes embarqués

sur la même galère. Je vais négocier en votre nom, etc. »

Et voilà la suite :

« Des conditions de rentabilité valables permettent d'embaucher en tout 953 personnes pour un total de 1 287. » Chacun sait compter. Cela donne 334 « laissés pour compte », essentiellement dans le secteur mécanique. Les

industriels qui se partageraient le gâteau, quant à eux, bénéficieront des subventions de l'Etat.

Quant aux travailleurs, l'impayable Giraud a le culot de se contenter de leur souhaiter « beaucoup de courage et de compréhension... »

Les « Lip » quant à eux, trouvent que ces conditions ne sont pas « valables » du tout. Et ils l'ont fait savoir à leurs représentants aux négociations au cours de l'assemblée générale quotidienne où est présenté le point des négociations.

Ils ne veulent pas davantage entendre parler de « licenciements suivis de réembauchages ». Les lettres de licenciements qu'ils ont reçues sont allées droit au panier. Car sous ce débat se cache une nouvelle manœuvre patronale. Quand on est licencié, puis réembauché par la même société on perd une quantité d'avantages acquis dans l'entreprise par le travail ou les luttes passées : primes d'ancienneté, 13^e mois, et tout ce qu'on avait pu imposer au patron au-delà des dispositions strictes des lois. Il faut donc tout recommencer à zéro.

Les « Lip » ne l'entendent pas de cette oreille. Au dernier compte rendu de mandats de leurs représentants aux négociations, ils ont décidé de se rendre en ville une nouvelle fois pour manifester leur détermination à ne pas céder au chantage et à réaffirmer leurs revendications.

Les bonnes paroles ne les endorment pas. Ils attendent les actes. Ce n'est pas demain qu'on leur fera prendre des vessies pour des lanternes !



28 et 29 Septembre : TOUS A LA MARCHÉ SUR BESANÇON

Accords bidons

LA PREUVE PAR QUATRE

Redoutant les luttes des travailleurs, il y a longtemps que le Bureau confédéral de la C.G.T. a marqué sa préférence pour les discussions autour des tapis verts, coupées de toute action.

C'est en application de cette « politique contractuelle » qu'était signé, le 10 février 1969, un « Accord national interprofessionnel sur la sécurité de l'emploi » entre les centrales syndicales et le C.N.P.F. Cet accord était destiné à « éviter » et « adoucir » la procédure des licenciements collectifs.

Le qualifiant de succès incontestable, le Bureau confédéral de la C.G.T. le saluait chaleureusement en ces termes : *Jusqu'à présent il n'existait aucun système sérieux de protection des travailleurs, hormis en de rares branches.*

L'accord conclu avec le C.N.P.F. représente un premier pas pour aller dans cette voie.

Il donne aux travailleurs et à leurs syndicats des droits nouveaux et des moyens pour discuter des menaces de licenciements avant toute décision patronale, pour agir en vue de les éviter ou de les limiter, pour obtenir des reclassements et des possibilités de formation et d'adaptation professionnelles dans des conditions avantageuses, ainsi que diverses autres améliorations.

Il est ainsi un instrument utile de défense de l'emploi... »

Or, une lecture attentive des dispositions de cet accord permet aisément d'en déceler la nature « bi-

don » (1). Ce catalogue de bonnes intentions pieusement affirmées par les « partenaires sociaux » n'est assorti d'aucune disposition pratique d'une quelconque efficacité.

Un exemple, parmi tant d'autres, extrait du Titre III : « Garanties prévues en cas de mutations et licenciements collectifs d'ordre économique » :

ART. 15. — *Lorsqu'une entreprise est amenée à envisager un licenciement collectif d'ordre économique, elle doit :*

— *S'efforcer de réduire autant qu'il est possible le nombre de licenciements ;*

— *... Mettre à l'étude les suggestions présentées par le Comité d'entreprise en vue de réduire le nombre des licenciements... »*

Et patati et patata, l'ensemble de ce « succès incontestable » est de la même veine !

Examinons maintenant ce qu'il a donné dans la pratique.

Le seul dernier numéro de « l'Humanité » (15 septembre 1973) nous en dit long là-dessus :

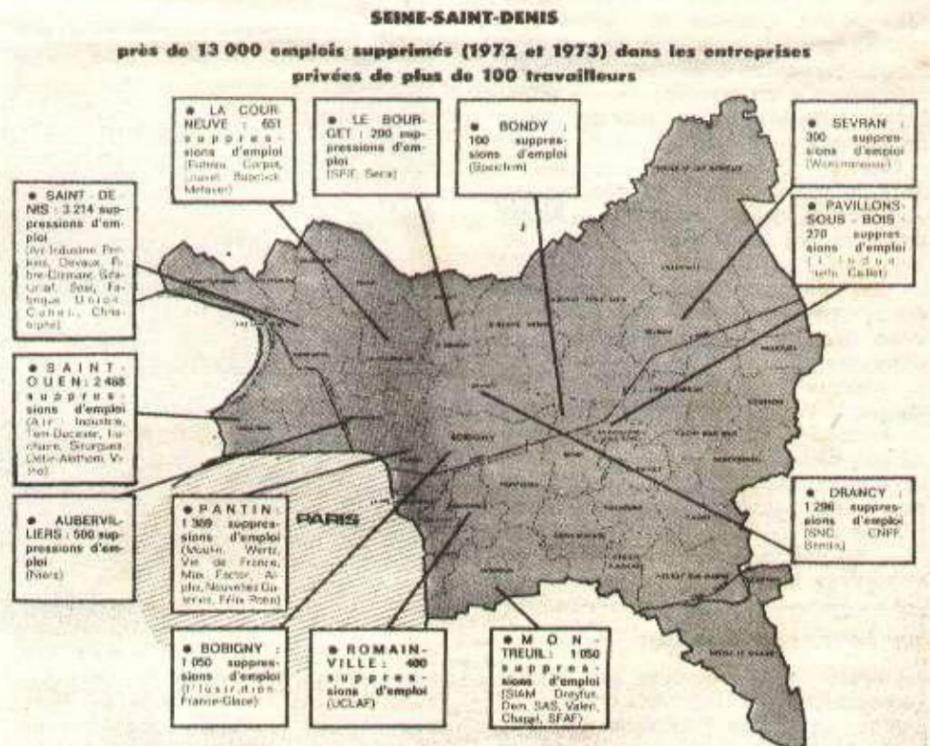
— Lip : 334 licenciements annoncés ;

— Fourmies : 550 ;

— Westinghouse : 172 ;

Babcock Atlantique : 470.

La dernière « V.O. », aussi, est bien obligée de passer aux aveux en publiant la carte ci-dessous (« V.O. », n° 1515) sur les licenciements collectifs dans la Seine-Saint-Denis. (Il faut y ajouter ceux intervenus dans de nombreuses petites boîtes.)



Voilà un échantillon des résultats de « cet instrument utile de défense de l'emploi ».

Alors pourquoi avoir bercés les travailleurs d'illusions ?

Pourquoi leur avoir menti sur la situation de l'emploi et son évolution ? Sur les moyens réels de lutter contre ?

Il est bien clair pour tous, en effet, que la politique des profits exige ces fusions, fermetures, restructurations, qui jettent quotidiennement sur le pavé des centaines de travailleurs condamnés au chômage ou à un travail sous qualifié et sous payé.

Voilà une belle illustration de l'impasse où conduit la collaboration de classe !

Un exemple qui a fait réfléchir, sûrement, les ouvriers de Lip, Fos, Péchiney, Romans, qui se sont dressés pour défendre leur travail et leur salaire. Rejetant les bonnes paroles et les mensonges, ils n'ont fait confiance qu'à la lutte et à la solidarité qu'elle engendre autour d'eux.

Nul doute que leur exemple fera école.

(1) Voir « l'Humanité rouge », numéro spécial 1^{er} mai 1969.